

<p style="text-align: center;">27 juin 1921</p> <p style="text-align: center;">LOI accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique</p> <p style="text-align: center;">(Moniteur belge du 1^{er} juillet)</p>	<p style="text-align: center;">18 avril 2002</p> <p style="text-align: center;">LOI sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations</p> <p style="text-align: center;">(Modifiée par la loi du 2 mai 2002 – Moniteur belge du 18 octobre 2002 – erratum MB 19 octobre 2002)</p>
<p style="text-align: center;">TITRE PREMIER</p> <p style="text-align: center;">DES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF</p>	<p style="text-align: center;">TITRE PREMIER</p> <p style="text-align: center;">DES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF</p>
	<p style="text-align: center;">CHAPITRE 1^{er}.- Associations sans but lucratif belges</p>
<p><u>Art. 1^{er}.</u> - L'association sans but lucratif jouit de la personnalité civile si elle réunit les conditions déterminées ci-après.</p> <p>L'association sans but lucratif est celle qui ne se livre pas à des opérations industrielles ou commerciales, ou qui ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel.</p> <p>Cass, 3 octobre 1996 : Een V.Z.W. dit noch haar verrijking noch een rechtstreekse of onrechtstreekse winst voor haar leden nastreeft, kan weliswaar een bijkomstige bedrijvigheid uitoefenen, op voorwaarde echter dat die bedrijvigheid noodzakelijk is voor het verwezenlijken van het onbaatzuchtig doel van de vereniging en dat laatstgenoemde die winst geheel aan dat doel besteed.</p>	<p><u>Art. 1^{er}.</u> – Le siège d'une association sans but lucratif belge, dénommée dans le présent chapitre « association », est situé en Belgique.</p> <p>L'association jouit de la personnalité civile aux conditions définies dans le présent chapitre.</p> <p>L'association sans but lucratif est celle qui ne se livre pas à des opérations industrielles ou commerciales, et qui ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel.</p>
<p><u>Art. 2.</u> - Les statuts d'une association sans but lucratif doivent mentionner :</p> <p>1° La dénomination et le siège de l'association. Ce siège doit être fixé en Belgique;</p> <p>2° L'objet ou les objets en vue desquels elle est formée;</p> <p>3° Le nombre minimum des associés.</p>	<p><u>Art. 2</u> - Les statuts d'une association sans but lucratif mentionnent au minimum :</p> <p>1° Les noms, prénoms, domicile, date et lieu de naissance de chaque fondateur, ou, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social ;</p> <p>2° La dénomination et l'adresse du siège social de l'association ainsi que l'indication de l'arrondissement judiciaire dont elle</p>

<p>Il ne pourra pas être inférieur à trois;</p> <p>4° (L. 28 juin 1984, art. 8. - Les noms, prénoms, professions, domiciles, nationalités des associés (...);</p> <p>[Les mots « et, le cas échéant, inscriptions au registre de la population, si les associés ne sont pas de nationalité belge » ont été supprimés par la loi du 30 juin 2000 (M.B. du 9/8/2000)];</p> <p>5° Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des membres;</p> <p>6° Les attributions et le mode de convocation de l'assemblée générale, ainsi que les conditions dans lesquelles ses résolutions seront portées à la connaissance des associés et des tiers;</p> <p>7° Le mode de nomination et les pouvoirs des administrateurs;</p> <p>8° Le taux maximum des cotisations ou des versements à effectuer par les membres de l'association;</p> <p>9° Le mode de règlement des comptes;</p> <p>10° Les règles à suivre pour modifier les statuts;</p> <p>11° L'emploi du patrimoine de l'association dans le cas où celle-ci serait dissoute</p> <p>Ces mentions sont constatées dans un acte authentique ou sous seing privé.</p>	<p>dépend ;</p> <p>3° Le nombre minimum des membres. Il ne peut pas être inférieur à trois ;</p> <p>4° La désignation précise du ou des buts en vue desquels elle est constituée ;</p> <p>5° Les conditions et formalités d'admission et de sortie des membres;</p> <p>6° Les attributions et le mode de convocation de l'assemblée générale ainsi que la manière dont ses résolutions sont portées à la connaissance des membres et des tiers;</p> <p>7° a) Le mode de nomination, de cessation de fonctions et de révocation des administrateurs, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer, en agissant soit individuellement, soit conjointement, soit en collège, ainsi que la durée de leur mandat ;</p> <p>b) le cas échéant, le mode de nomination, de cessation de fonctions et de révocation des personnes habilitées à représenter l'association conformément à l'article 13, alinéa 4, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer, en agissant soit individuellement, soit conjointement, soit en collège ;</p> <p>c) le cas échéant, le mode de nomination, de cessation de fonctions et de révocation des personnes déléguées à la gestion journalière de l'association conformément à l'article 13 bis, alinéa 1er, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer, en agissant soit individuellement, soit conjointement, soit en collège</p> <p>d) le cas échéant, le mode de nomination des commissaires</p> <p>8° le montant maximum des cotisations ou des versements à effectuer par les membres ;</p> <p>9° la destination du patrimoine en cas de dissolution, lequel doit être affecté à une fin désintéressée ;</p>
---	---

	<p>10° La durée de l'association lorsqu'elle n'est pas illimitée.</p> <p>Ces statuts sont constatés dans un acte authentique ou sous seing privé. Dans ce dernier cas, nonobstant le prescrit de l'article 1325 du Code civil, deux originaux suffisent.</p>
	<p><u>Art. 2 bis</u> : Sans préjudice des articles 3, § 2, et 11, les membres ne contractent en cette qualité aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.</p>
	<p><u>Art. 2 ter</u> : Les statuts de l'association peuvent fixer les conditions auxquelles des tiers qui ont un lien avec l'association peuvent être considérés comme membres adhérents de l'association. Les droits et obligations des membres, fixés par la présente loi, ne s'appliquent pas aux membres adhérents. Leurs droits et obligations sont fixés par les statuts.</p>
<p><u>Art. 3.</u> - La personnalité civile est acquise à l'association à compter du jour où ses statuts, les noms, prénoms, professions, domiciles de ses administrateurs désignés en conformité des statuts, sont publiés aux annexes du Moniteur.</p>	<p><u>Art. 3.</u> - § 1^{er}. La personnalité juridique est acquise à l'association à compter du jour où ses statuts, les actes relatifs à la nomination des administrateurs, et, le cas échéant, des personnes habilitées à représenter l'association conformément à l'article 13, alinéa 4, sont déposés conformément à l'article 26 <i>novies</i> § 1^{er}.</p> <p>Les actes relatifs à la nomination des administrateurs et des personnes habilitées à représenter l'association comportent les mentions prescrites à l'article 9.</p> <p>§ 2. Il pourra cependant être pris des engagements au nom de l'association avant l'acquisition par celle-ci de la personnalité juridique. Sauf convention contraire, ceux qui prennent de tels engagements, à quelque titre que ce soit, en sont personnellement et solidairement responsables, sauf si l'association a acquis la personnalité juridique dans les deux ans de la naissance de l'engagement et qu'elle a en outre repris cet engagement dans les six</p>

	<p>mois de l'acquisition de la personnalité juridique.</p> <p>Les engagements repris par l'association sont réputés avoir été contractés par elle dès leur origine.</p>
	<p><u>Art. 3 bis</u> : La nullité d'une association sans but lucratif ne peut être prononcée que dans les cas suivants :</p> <p>1° si les statuts ne contiennent pas les mentions visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2° et 4° ;</p> <p>2° si un des buts en vue duquel elle est constituée, contrevient à la loi ou à l'ordre public.</p>
	<p><u>Art. 3 ter</u> : Sans préjudice de l'article 26 <i>novies</i>, §§ 2 et 3, la nullité produit ses effets à dater de la décision qui la prononce.</p> <p>La décision prononçant la nullité de l'association entraîne la liquidation de celle-ci conformément à l'article 19. Sans préjudice des effets de l'état de liquidation, la nullité de l'association n'affecte pas la validité de ses engagements ni celle des engagements pris envers elle.</p>
<p><u>Art. 4.</u> - Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants</p> <p>1° La modification des statuts;</p> <p>2° La nomination et la révocation des administrateurs;</p> <p>3° L'approbation des budgets et des comptes;</p> <p>4° La dissolution de la société</p>	<p><u>Art. 4.</u> - Une délibération de l'assemblée générale est requise pour :</p> <p>1° La modification des statuts ;</p> <p>2° La nomination et la révocation des administrateurs ;</p> <p>3° La nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération est attribuée ;</p> <p>4° La décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires ;</p> <p>5° L'approbation des budgets et des comptes;</p> <p>6° La dissolution de l'association ;</p> <p>7° L'exclusion d'un membre</p> <p>8° la transformation de l'association en société à finalité sociale ;</p> <p>9° tous les cas où les statuts l'exigent.</p>
<p><u>Art. 5.</u> - L'assemblée doit être convoquée par les administrateurs dans les cas prévus par les statuts,</p>	<p><u>Art. 5.</u> - L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration dans les cas</p>

<p>ou lorsqu'un cinquième des associés en fait la demande.</p>	<p>prévus par la loi ou les statuts ou lorsqu'un cinquième au moins des membres en fait la demande.</p>
<p><u>Art. 6.</u>- Tous les membres de l'association doivent être convoqués aux assemblées générales. L'ordre du jour doit être joint à cette convocation. Toute proposition, signée d'un nombre de membres égal au vingtième de la dernière liste annuelle, doit être portée à l'ordre du jour.</p> <p>Les associés pourront se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé ou, si les statuts l'autorisent, par un tiers.</p>	<p><u>Art. 6.</u>- Tous les membres sont convoqués à l'assemblée générale au moins huit jours avant celle-ci. L'ordre du jour est joint à cette convocation. Toute proposition signée d'un nombre de membres au moins égal au vingtième est portée à l'ordre du jour.</p> <p>Les membres pourront se faire représenter à l'assemblée générale par un autre membre ou, si les statuts l'autorisent, par un tiers.</p>
<p><u>Art. 7.</u> - Tous les associés ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale et les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi.</p> <p>Des résolutions ne peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour que si les statuts le permettent expressément.</p>	<p><u>Art. 7.</u> - Tous les membres de l'association ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale et les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les statuts.</p> <p>Des résolutions ne peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour que si les statuts le permettent expressément.</p>
<p><u>Art. 8.</u> - L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix.</p> <p>Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, elle ne sera valable que si elle est votée par l'unanimité des membres présents à l'assemblée.</p> <p>Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; mais cette décision doit être soumise à l'homologation du tribunal civil.</p>	<p><u>Art. 8.</u> - L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés.</p> <p>Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.</p> <p>Toutefois, la modification qui porte sur le ou les buts en vue desquels l'association est constituée, ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.</p> <p>Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et adopter les modifications aux majorités prévues à l'alinéa 2 ou à l'alinéa 3.</p> <p>La seconde réunion ne peut être tenue</p>

	moins de quinze jours après la première réunion.
<p><u>Art. 9.</u> - Toute modification aux statuts doit être publiée, dans le mois de sa date, aux annexes du Moniteur.</p> <p>Il en est de même de toute nomination, démission ou révocation d'administrateurs.</p>	<p><u>Art. 9.</u> Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des administrateurs, des personnes déléguées à la gestion journalière, des commissaires et des personnes habilitées à représenter l'association comportent leurs nom, prénom, domicile, date et lieu de naissance ou, au cas où il s'agit de personnes morales, leur dénomination sociale, leur forme juridique, leur numéro d'identification de TVA et leur siège social.</p> <p>Les actes relatifs à la nomination des administrateurs, des personnes déléguées à la gestion journalière et des personnes habilitées à représenter l'association comportent en outre l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer, en agissant soit individuellement, soit conjointement, soit en collège.</p>
<p><u>Art. 10.</u> (L. 28 juin 1984, art. 9. - Une liste indiquant, par ordre alphabétique, les noms, prénoms, domiciles et nationalités des membres de l'association doit être déposée au greffe du tribunal civil du siège de l'association dans le mois de la publication des statuts. [...] La liste est complétée, chaque année, par l'indication dans l'ordre alphabétique des modifications qui se sont produites parmi les membres. Toute personne pourra en prendre gratuitement connaissance.]</p> <p>[Les mots « En outre, si les membres ne sont pas de nationalité belge, mention de leur inscription au registre de la population sera faite, le cas échéant. » ont été supprimés par la loi du 30 juin 2000 (M.B. du 9/8/2000)];</p>	<p><u>Art. 10.-</u> Le conseil d'administration tient au siège de l'association un registre des membres. Ce registre reprend les noms, prénoms et domicile des membres, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social. En outre, toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du conseil d'administration endéans les huit jours de la connaissance que le conseil a eue de la décision.</p> <p>Tous les membres peuvent consulter au siège de l'association le registre des membres, ainsi que tous les procès-verbaux et décisions de l'Assemblée générale, du conseil d'administration ou des personnes, occupant ou non une fonction de direction, qui sont investies d'un mandat au sein ou pour le compte de l'association, de même que tous les documents comptables de l'association. Le Roi fixe les modalités d'exercice de ce droit de consultation.</p>

<p><u>Art. 11.</u> - Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanées des associations sans but lucratif, doivent mentionner la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement de ces mots écrits lisiblement et en toutes lettres : Association sans but lucratif.</p>	<p><u>Art. 11.</u> - Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant des associations sans but lucratif mentionnent la dénomination de l'association, précédée ou suivie immédiatement des mots « association sans but lucratif » ou du sigle « ASBL » ainsi que de l'adresse du siège de l'association.</p> <p>Tout personne qui intervient pour une association dans un document visé à l'alinéa premier où l'une de ces mentions ne figure pas, peut être déclarée personnellement responsable de tout ou partie des engagements qui y sont pris par l'association.</p>
<p><u>Art. 12.</u> - Tout membre d'une association sans but lucratif est libre de se retirer de l'association en adressant sa démission aux administrateurs. Est réputé démissionnaire l'associé qui ne paye pas les cotisations qui lui incombent.</p> <p>L'exclusion d'un associé ne peut être prononcée que par l'assemblée générale et à la majorité de deux tiers des voix. L'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut pas réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées à moins de stipulations contraires dans les statuts.</p>	<p><u>Art. 12.</u> - Tout membre d'une association sans but lucratif est libre de se retirer de celle-ci en adressant sa démission au Conseil d'Administration. Sans préjudice de l'article 2, alinéa 1^{er}, 5°, peut être réputé démissionnaire, le membre qui ne paie pas les cotisations qui lui incombent.</p> <p>L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité de deux tiers des voix des membres présents ou représentés.</p> <p>Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut pas réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées, à moins de stipulations contraires dans les statuts.</p>
<p><u>Art. 13.</u> - Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous actes judiciaires et extrajudiciaires. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou même, si les statuts ou l'assemblée générale l'y autorisent, à un tiers.</p> <p>Il est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'assemblée générale le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.</p>	<p><u>Art. 13.</u> - Le conseil d'administration est composé de trois personnes au moins. Toutefois, si seules trois personnes sont membres de l'association, le conseil d'administration n'est composé que de deux personnes. Le nombre d'administrateurs doit en tout cas toujours être inférieur au nombre de personnes membres de l'association.</p> <p>Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.</p>

	<p>Les statuts peuvent apporter des restrictions aux pouvoirs attribués au conseil d'administration par l'alinéa précédent. Ces restrictions, de même que la répartition des tâches dont les administrateurs seraient éventuellement convenus, ne sont pas opposables aux tiers, même si elles sont publiées.</p> <p>Toutefois, la représentation de l'association dans les actes judiciaires et extrajudiciaires peut, selon les modalités fixées par les statuts, être déléguée à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, membres ou non, agissant soit individuellement, soit conjointement, soit en collège. Cette décision est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l'article 26 <i>novies</i>, § 3.</p>
	<p><u>Art. 13 bis</u> .- La gestion journalière de l'association, ainsi que la représentation de celle-ci en ce qui concerne cette gestion, peuvent selon les modalités fixées par les statuts être déléguées à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, membres ou non, agissant soit individuellement, soit conjointement, soit en collège.</p> <p>Cette décision est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l'article 26 <i>novies</i>, § 3. Les restrictions apportées à leurs pouvoirs de représentation ne sont toutefois pas opposables aux tiers.</p>
<p><u>Art. 14.</u> - L'association est responsable des fautes imputables soit à des préposés, soit aux organes par lesquels s'exerce sa volonté. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et aux fautes commises dans leur gestion.</p> <p>Cass., 29 juin 1989 : « L'administrateur d'une association sans but lucratif qui a engagé celle-ci envers un tiers est personnellement responsable du dommage qu'il a causé à ce tiers par une faute constituant un manquement à l'obligation de prudence et de diligence qui s'impose à tous. »</p>	<p><u>Art. 14.</u> - L'association est responsable des fautes imputables soit à ses préposés, soit aux organes par lesquels s'exerce sa volonté</p>

<p>(L. 25 novembre 1997, art. 2.) Les membres ne contractent en cette qualité aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.</p>	
	<p><u>Art. 14 bis.</u> - Sans préjudice de l'article 26 <i>septies</i>, les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.</p>
<p><u>Art. 15.</u> - L'association ne peut posséder en propriété ou autrement que les immeubles nécessaires pour réaliser l'objet ou les objets en vue desquels elle est formée.</p> <p>(L. 11 mars 1954, art. 5. - Toutefois, les facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur et la faculté universitaire Saint-Louis à Bruxelles peuvent effectuer des placements immobiliers en vue d'assurer la conservation de leur patrimoine. Cependant (...))</p> <p>Conformément à l'article 910 du Code civil, les dispositions entre vifs ou par testament à leur profit n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté royal. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation de libéralités (...).</p>	<p><u>Art. 15.</u>- Les personnes déléguées à la gestion journalière ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.</p>
<p><u>Art. 16.</u>[L.18 juillet 1991 (XII), art. 1er (vig. 5 août 1991). - Toute libéralité entre vifs ou testamentaire au profit d'une association sans but lucratif, doit être autorisée par un arrêté royal motivé. [Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation des libéralités mobilières dont la valeur n'excède pas quatre cent mille francs. Le Roi peut adapter ce montant à l'évolution monétaire.]</p> <p>Cette autorisation n'est accordée que si l'association s'est conformée aux dispositions des articles 3 et 9 et si elle a déposé au greffe du tribunal civil ses comptes annuels depuis sa création ou tout au moins ses comptes se rapportant aux dix derniers exercices annuels.</p>	<p><u>Art. 16.</u> - A l'exception des dons manuels, toute libéralité entre vifs ou testamentaire au profit d'une association sans but lucratif doit être autorisée par le Roi. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation des libéralités dont la valeur n'excède pas 100 000 €.</p> <p>Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est adapté au premier janvier de chaque année à l'indice du prix à la consommation du mois d'octobre de l'année précédente. L'indice de départ est celui du mois d'octobre 2 001.</p> <p>L'adaptation du montant est effectuée conformément à la formule suivante : le nouveau montant est égal au montant de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le résultat est arrondi à la dizaine supérieure.</p> <p>Le montant adapté est publié au Moniteur belge au plus tard le 15 décembre de chaque année.</p>

	<p>L'autorisation ne peut en aucun cas être accordée si l'association sans but lucratif ne s'est pas conformée aux dispositions des articles 3 et 9, ou si, en violation de l'article 26 <i>novies</i>, elle n'a pas déposé au greffe du tribunal de première instance ses comptes annuels depuis sa création ou au moins ses comptes se rapportant aux dix dernières années.</p>
<p><u>Art. 17.</u> - Les libéralités entre vifs ou testamentaires au profit d'une association sans but lucratif ne portent pas préjudice aux droits des créanciers ou héritiers réservataires des donateurs ou testateurs. Ils pourront poursuivre devant l'autorité judiciaire l'annulation des actes faits en fraude de leurs droits.</p>	<p><u>Art. 17.</u> § 1er. Chaque année et au plus tard six mois après la date de clôture de l'exercice social, le conseil d'administration soumet à l'assemblée générale, pour approbation, les comptes annuels de l'exercice social écoulé établis conformément au présent article, ainsi que le budget de l'exercice suivant.</p> <p>§ 2. Les associations tiennent une comptabilité simplifiée portant au minimum sur les mouvements des disponibilités en espèces et en comptes, selon un modèle établi par le Roi.</p> <p>§ 3. Toutefois, les associations tiennent leur comptabilité et établissent leurs comptes annuels conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, lorsqu'elles atteignent à la date de clôture de l'exercice social, les chiffres ci-dessous fixés pour au moins deux des trois critères suivants :</p> <p>1° 5 travailleurs, en moyenne annuelle, exprimés en équivalents temps-plein inscrits au registre du personnel tenu en vertu de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux ;</p> <p>2° 250 000 € pour le total des recettes, autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée ;</p> <p>3° 1 000 000 € pour le total du bilan.</p> <p>Le Roi adapte les obligations résultant, pour ces associations, de la loi précitée du 17 juillet 1975, à ce que requièrent la nature particulière de leurs activités et leur statut légal. Les montants susmentionnés peuvent être adaptés par le Roi à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.</p>

	<p>§ 4. Les §§ 2 et 3 ne sont pas applicables aux associations soumises, en raison de la nature des activités qu'elles exercent à titre principal, à des règles particulières, résultant d'une législation ou d'une réglementation publique, relatives à la tenue de leur comptabilité et à leurs comptes annuels, pour autant qu'elles soient au moins équivalentes à celles prévues en vertu de la présente loi.</p> <p>§ 5. Les associations sont tenues de confier à un ou plusieurs commissaires le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard de la loi et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels lorsque le nombre moyen annuel de travailleurs occupés, inscrits au registre du personnel tenu en vertu de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux et exprimés en équivalents temps plein, dépasse 100 ou lorsque l'association dépasse à la clôture de l'exercice social les chiffres ci-dessous fixés pour au moins deux des trois critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- 50 travailleurs, en moyenne annuelle, exprimés en équivalents temps-plein inscrits au registre du personnel tenu en vertu de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 précité ;- 6 250 000 € pour le total des recettes autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée ;- 3 125 000 € pour le total du bilan. <p>Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprises.</p> <p>Les montants susmentionnés peuvent être adaptés par le Roi à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.</p> <p>§ 6. Dans les trente jours de leur approbation par l'assemblée générale, les comptes annuels des associations visées au § 3, sont déposés par les administrateurs à la Banque nationale de Belgique.</p>
--	---

	<p>Sont déposés en même temps et conformément à l'alinéa précédent,</p> <p>1° un document contenant les nom et prénoms des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires en fonction ;</p> <p>2° le cas échéant, le rapport du commissaire.</p> <p>Le Roi détermine les modalités et conditions du dépôt des documents visés aux alinéas 1^{er} et 2, ainsi que le montant et le mode de paiement des frais de publicité. Le dépôt n'est accepté que si les dispositions arrêtées en exécution du présent alinéa sont respectées.</p> <p>Dans les quinze jours ouvrables qui suivent l'acceptation du dépôt, celui-ci fait l'objet d'une mention dans un recueil établi par la Banque nationale de Belgique sur un support et selon les modalités que le Roi détermine. Le texte de cette mention est adressé par la Banque nationale de Belgique au greffe du tribunal de première instance où est tenu de dossier de l'association, prévu à l'article 26 <i>novies</i> pour y être versé.</p> <p>La Banque nationale de Belgique est chargée de délivrer copie, sous la forme déterminée par le Roi, à ceux qui en font la demande, même par correspondance, soit de l'ensemble des documents qui lui ont été transmis en application des alinéas 1^{er} et 2, soit des documents visés aux alinéas 1^{er} et 2 relatifs à des associations nommément désignées et à des années déterminées qui lui ont été transmis.</p> <p>Le Roi détermine le montant des frais à acquitter à la Banque nationale pour l'obtention des copies visées au présent alinéa.</p> <p>Les greffes des tribunaux obtiennent sans frais et sans retard de la Banque nationale de Belgique copie de l'ensemble des documents visés aux alinéas 1^{er} et 2, sous la forme déterminée par le Roi.</p> <p>La Banque nationale de Belgique est habilitée à établir et à publier, selon les modalités déterminées par le Roi, des statistiques globales et anonymes relatives à tout ou partie des éléments contenus</p>
--	--

	dans les documents qui lui sont transmis en application des alinéas 1 ^{er} et
<p><u>Art. 18.</u> - Le tribunal civil du siège de l'association pourra prononcer, à la requête soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit du ministère public, la dissolution de l'association qui serait hors d'état de remplir les engagements qu'elle a assumés, qui affecterait son patrimoine ou les revenus de son patrimoine à des objets autres que ceux en vue desquels elle a été constituée, ou qui contreviendrait gravement soit à ses statuts, soit à la loi, soit à l'ordre public.</p>	<p><u>Art. 18.</u> - Le tribunal pourra prononcer à la requête soit d'un membre, soit d'un tiers intéressé, soit du ministère public, la dissolution de l'association qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1° est hors d'état de remplir les engagements qu'elle a assumés ; 2° affecte son patrimoine ou les revenus de celui-ci à un but autre que ceux en vue desquels elle a été constituée ; 3° contrevient gravement à ses statuts, ou contrevient à la loi ou à l'ordre public ; 4° est restée en défaut de satisfaire à l'obligation de déposer les comptes annuels conformément à l'article 26 <i>novies</i>, § 1^{er}, alinéa 2, 5°, pour trois exercices sociaux consécutifs, à moins que les comptes annuels manquants ne soient déposés avant la clôture des débats ; 5° ne comprend pas au moins trois membres. <p>Le tribunal pourra prononcer l'annulation de l'acte incriminé, même s'il rejette la demande de dissolution.</p>
<p><u>Art. 19.</u> - En cas de dissolution judiciaire d'une association sans but lucratif, le tribunal désignera un ou des liquidateurs qui, après l'acquittement du passif, détermineront la destination des biens.</p> <p>Cette détermination sera celle que prévoient les statuts ou qu'indiquera l'assemblée générale convoquée par le ou les liquidateurs.</p> <p>A défaut de disposition statutaire ou de décision de l'assemblée générale, le ou les liquidateurs donneront aux biens une affectation qui se rapprochera autant que possible de l'objet en vue duquel l'association a été créée.</p> <p>Les associés, les créanciers et le ministère public peuvent se pourvoir devant le tribunal contre la décision du ou des liquidateurs.</p>	<p><u>Art. 19.</u> - En cas de dissolution judiciaire d'une association, le tribunal désignera, sans préjudice de l'article 19 <i>bis</i>, un ou plusieurs liquidateurs qui, après l'acquittement du passif, détermineront la destination de l'actif.</p> <p>Cette destination sera celle que prévoient les statuts ou, en l'absence de toute disposition statutaire à ce sujet, celle qu'indiquera l'assemblée générale convoquée par les liquidateurs. A défaut de disposition statutaire ou de décision de l'assemblée générale, les liquidateurs donneront à l'actif une affectation qui se rapprochera autant que possible du but en vue duquel l'association a été constituée.</p> <p>Les membres, les créanciers et le ministère public peuvent se pourvoir devant le tribunal contre la décision des liquidateurs.</p>

	<p><u>Art. 19 bis</u> - L'action en dissolution fondée sur l'article 18, alinéa 1^{er}, 4° ne peut être introduite qu'à l'expiration d'un délai de treize mois suivant la date de clôture du troisième exercice comptable.</p> <p>Le tribunal prononçant cette dissolution peut soit décider la clôture immédiate de la liquidation, soit déterminer le mode de liquidation et désigner un ou plusieurs liquidateurs. Lorsque la liquidation est terminée, le ou les liquidateurs font rapport au tribunal et, le cas échéant, lui soumettent une situation des valeurs sociales et de leur emploi.</p> <p>Le tribunal prononce la clôture de la liquidation.</p> <p>Le Roi détermine la procédure de consignation des actifs qui appartiendraient à l'association et le sort de ces actifs en cas d'apparition de nouveaux passifs.</p>
<p><u>Art. 20.</u> - L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, il pourra être convoqué une seconde réunion qui délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents.</p> <p>Aucune décision ne sera adoptée que si elle est votée à la majorité des deux tiers des membres présents.</p> <p>Toute décision relative à la dissolution, prise par une assemblée ne réunissant pas les deux tiers des membres de l'association, est soumise à l'homologation du tribunal civil.</p>	<p><u>Art. 20.</u> - L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que dans les mêmes conditions que celles relatives à la modification du ou des buts de l'association.</p> <p>L'article 8, alinéa 4, est applicable.</p>
<p><u>Art. 21.</u> - Le jugement qui prononce soit la dissolution d'une association, soit l'annulation d'un de ses actes, est susceptible d'appel.</p> <p>Il en est de même du jugement qui statue sur la décision du ou des liquidateurs.</p>	<p><u>Art. 21.</u> - Le jugement qui prononce soit la dissolution d'une association, soit l'annulation d'un de ses actes, est susceptible d'appel.</p> <p>Il en est de même du jugement qui statue sur la décision du ou des liquidateurs ou sur l'homologation d'une décision de l'assemblée générale.</p>

<p><u>Art. 22.</u> - A défaut de disposition statutaire, la décision détermine l'affectation des biens.</p> <p>La liquidation s'opère dans ce cas par les soins d'un liquidateur ou de liquidateurs qui exercent leurs fonctions, soit en vertu d'une résolution de l'assemblée générale, soit à défaut, en vertu d'une décision de justice, qui pourra être provoquée par tout intéressé ou par le ministère public.</p>	<p><u>Art. 22.</u> – En cas de dissolution d'une association par l'assemblée générale, l'affectation de l'actif est déterminée, à défaut de dispositions statutaires, par l'assemblée générale ou les liquidateurs conformément à l'article 19, alinéa 2.</p> <p>La liquidation s'opère par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs qui exercent leurs fonctions, soit par l'application des statuts, soit en vertu d'une résolution de l'assemblée générale, soit à défaut, en vertu d'une décision de justice, qui pourra être provoquée par tout intéressé ou par le ministère public.</p>
<p><u>Art. 23.</u> Les résolutions de l'assemblée générale et les décisions de justice relatives à la dissolution de l'association, aux conditions de la liquidation et à la désignation des liquidateurs sont publiées, par extraits, aux annexes du Moniteur, ainsi que les noms, professions et adresses des liquidateurs.</p>	<p><u>Art. 23.</u> Toute décision judiciaire, de l'assemblée générale ou des liquidateurs relative à la dissolution ou à la nullité de l'association, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation de fonction des liquidateurs, à la clôture de la liquidation ainsi qu'à l'affectation de l'actif est, dans le mois de sa date, déposée conformément à l'article 26 novies, § 1er.</p> <p>Les actes relatifs à la nomination et à la cessation de fonction des liquidateurs comportent leur nom, prénoms et domicile ou, au cas où il s'agit de personnes morales, leur dénomination sociale, forme juridique et siège social.</p> <p>Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant d'une association ayant fait l'objet d'une décision de dissolution mentionnent la dénomination sociale de l'association précédée ou suivie immédiatement des mots « association sans but lucratif en liquidation » ou du sigle et mots « ASBL en liquidation ».</p> <p>Toute personne qui intervient pour une telle association dans un document visé à l'alinéa précédent où l'une de ces mentions ne figure pas, peut être déclarée personnellement responsable de tout ou partie des engagements qui y sont pris par l'association.</p>
<p><u>Art. 24.</u> - Il ne pourra être procédé à l'affectation de l'actif qu'après l'acquittement du passif.</p>	<p><u>Art. 24.</u> - <i>Idem texte actuel</i></p>

<p><u>Art. 25.</u> - L'affectation des biens sera publiée aux annexes du Moniteur.</p> <p>Elle ne peut préjudicier aux droits des tiers.</p> <p>L'action des créanciers est prescrite par cinq ans à partir de cette publication.</p>	<p><u>Art. 25.</u> - L'affectation de l'actif ne peut préjudicier aux droits des tiers.</p> <p>L'action des créanciers est prescrite par cinq ans à partir de la publication de la décision relative à l'affectation de_l'actif.</p>
<p><u>Art. 26.</u> - En cas d'omission des publications et formalités prescrites par les articles 3, 9, 10 et 11, l'association ne pourra se prévaloir de la personnalité juridique à l'égard des tiers, lesquels auront néanmoins la faculté d'en faire état contre elle.</p> <p>[L'al. 2, introduit par la L. 28 juin 1984, art. 10., a été abrogé par la loi 30 juin 2000, art. 4 (M.B. du 9/8/2000)]</p>	<p><u>Art. 26.</u> - Toute action intentée par une association n'ayant pas respecté les formalités prévues aux articles 10, 23 et 26 novies, § 1er, alinéa 2, 5°, est suspendue. Le juge fixe un délai endéans lequel l'association doit satisfaire à ses obligations. Si l'association ne satisfait pas à ses obligations dans ce délai, l'action est irrecevable.</p>
<p><u>Art. 26bis.</u> [L. 13 avril 1995, art. 104. - L'association peut se transformer en une des formes de sociétés énumérées à l'article 2 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, pour autant qu'il s'agisse d'une société à finalité sociale conformément à l'article 164bis des mêmes lois.</p> <p>Cette transformation n'entraîne aucun changement dans la personnalité juridique de l'association qui subsiste sous sa nouvelle forme.]</p>	<p><u>Art. 26bis.</u> - Idem texte actuel</p>
<p><u>Art. 26ter.</u> [L. 13 avril 1995, art. 105. - La proposition de transformation fait l'objet d'un rapport justificatif établi par le conseil d'administration et annoncé dans l'ordre du jour de l'assemblée appelée à statuer.</p> <p>A ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de l'association, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois. Un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable inscrit au tableau des experts-comptables externes de l'Institut des experts-comptables désigné par le conseil d'administration fait rapport sur cet état et indique notamment s'il traduit d'une manière complète, fidèle et correcte la situation de l'association.</p> <p>Une copie de ces rapports ainsi que le projet de modifications aux statuts sont annexés à la convocation à l'assemblée.]</p>	<p><u>Art. 26ter-</u> Idem texte actuel</p>

<p><u>Art. 26quater.</u> § 1^{er}. [L. 13 avril 1995, art. 106. - La décision de transformation est soumise aux conditions de l'article 8, alinéas 2 et 3.</p> <p>§ 2. Immédiatement après la décision de transformation, les statuts de la société sont arrêtés aux mêmes conditions. A défaut, la décision de transformation reste sans effet.</p> <p>§ 3. Les convocations à l'assemblée reproduisent le texte des §§ 1^{er} et 2 du présent article.]</p>	<p><u>Art. 26quater-</u> Idem texte actuel</p>
<p><u>Art. 26quinquies.</u> [L. 13 avril 1995, art. 107. - Les dispositions prévues aux articles 170 et 171 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, sont applicables.]</p>	<p><u>Art. 26quinquies</u> - Idem texte actuel</p>
<p><u>Art. 26sexies.</u> § 1^{er}. [L. 13 avril 1995, art. 108 - L'actif net de l'association tel qu'il résulte de l'état visé à l'article 26ter doit entrer dans la composition du capital social de la société ou être versé à un compte de réserve indisponible.</p> <p>§ 2. Le montant de cet actif net ne peut faire l'objet d'aucun remboursement ou distribution aux membres, conformément à ce que prévoit l'article 164quater des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935.]</p>	<p><u>Art. 26sexies</u> § 1er. [L. 13 avril 1995, art. 108 - L'actif net de l'association tel qu'il résulte de l'état visé à l'article 26ter doit entrer dans la composition du capital social de la société ou être versé à un compte de réserve indisponible.</p> <p>§ 2. Le montant de cet actif net ne peut faire l'objet d'aucun remboursement ou distribution aux associés, conformément à ce que prévoit l'article 164quater des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935.]</p>
<p><u>Art. 26septies.</u> [L. 13 avril 1995, art. 109.] Les administrateurs de l'association qui se transforme sont tenus solidairement envers les intéressés, nonobstant toute stipulation contraire :</p> <p>1° de la différence éventuelle entre le montant de l'actif net de la société au moment de la transformation et le montant minimal du capital social ou de la part fixe de celui-ci tel que prescrit par les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 ;</p> <p>2° de la réparation du préjudice qui est une suite immédiate et directe de la surévaluation manifeste de l'actif net apparaissant dans l'état prévu à l'article 26ter ;</p>	<p><u>Art. 26septies</u> - Idem texte actuel</p>

<p>3° de la réparation du préjudice qui est une suite immédiate et directe, soit de la nullité de l'opération de transformation en raison de la violation des règles prévues à l'article 13ter, alinéa 1^{er}, 2° à 4°, 144, alinéa 2, 1° à 3°, appliquées par analogie, ou 170, alinéa 1^{er}, des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935, soit de l'absence ou de la fausseté des énonciations prescrites par les articles 30, alinéa 1er, à l'exception des 11° et 15° à 18°, 121, alinéa 1^{er}, à l'exception des 8° à 12° et 170, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées.]</p>	
	<p>Chapitre II – Associations sans but lucratif étrangères</p>
	<p><u>Art. 26 octies</u> - § 1^{er}. Il est tenu au greffe du tribunal de première instance un dossier pour chaque association sans but lucratif valablement constituée à l'étranger conformément à la loi de l'Etat dont elle relève et qui ouvre un centre d'opération en Belgique dans l'arrondissement. En cas de pluralité de centres d'opération ouverts en Belgique par une telle association, le dossier est tenu au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel l'un des centres d'opération est établi, au choix de l'association. Dans ce cas, l'association indique, dans ses actes et sa correspondance, le lieu où son dossier est tenu.</p> <p>Ce dossier contient :</p> <p>1° les statuts de l'association ; 2° l'adresse du siège de l'association, l'indication des buts et des activités, l'adresse des centres d'opération ainsi que leur dénomination si elle ne correspond pas à celle de l'association ; 3° les actes relatifs à la nomination des personnes qui ont le pouvoir d'engager l'association à l'égard des tiers et de la représenter pour les activités des centres d'opération ainsi que les actes relatifs à la nomination des personnes déléguées à la gestion journalière ; ces actes comportent les indications visées à l'article 3 § 1^{er}, alinéa 2 ;</p>

	<p>Les modifications aux actes et données visés à l'alinéa précédent sont également déposées au greffe du tribunal de première instance et conservées dans le dossier.</p> <p>Les documents visés au présent paragraphe doivent, en vue de leur dépôt, être rédigés ou traduits dans la langue ou dans l'une des langues officielles du tribunal où est tenu le dossier.</p> <p>§ 2. Les personnes visées au § 1^{er}, alinéa 2, 3°, sont soumises à la même responsabilité envers les tiers que si elles géraient une association sans but lucratif belge. Elles sont responsables de l'accomplissement des formalités de publicité prévues par le présent article.</p> <p>§ 3. L'article 17, §§ 2 à 6, et 26 <i>novies</i>, § 1^{er}, alinéa 2, 5°, sont applicables aux centres d'opération visés au § 1^{er}. Pour l'application de ces dispositions, l'ensemble des centres d'opération belges d'une même association étrangère est considéré comme une association sans but lucratif distincte pour le calcul des seuils et les personnes visées au § 1^{er}, alinéa 2, 3°, sont assimilées aux administrateurs.</p> <p>L'article 26 <i>novies</i>, § 1^{er}, alinéas 4 et 5, et §§ 2 et 3, sont applicables aux centres d'opération visés au § 1^{er}, moyennant les adaptations nécessaires.</p> <p>L'article 16 est applicable aux libéralités au profit d'associations sans but lucratif étrangères.</p> <p>§ 4. A la requête du ministère public ou de tout intéressé, le tribunal peut ordonner la fermeture du centre d'opération dont les activités contreviennent gravement aux statuts de l'association dont il relève, ou contreviennent à la loi ou à l'ordre public. La décision de fermer le centre d'opération est déposée dans le mois par l'association au greffe du tribunal de première instance où est tenu le dossier.</p> <p>§ 5. Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanant d'un centre d'opération mentionnent la dénomination sociale et l'adresse de celui-ci ainsi que le nom et l'adresse du siège de l'association dont il relève.</p>
--	--

	<p>Toute personne qui intervient pour un centre d'opération, dans un acte où ces mentions ne figurent pas, peut être déclarée personnellement responsable de tout ou partie des engagements qui y sont pris par le centre d'opération.</p> <p>§ 6. Toute action intentée par un centre d'opération ou par l'association dont le centre relève, est suspendue si le centre ou l'association n'a pas respecté les formalités prévues au présent article. Le juge fixe un délai endéans lequel il doit être satisfait aux obligations. Si le centre ou l'association ne satisfait pas à ses obligations dans ce délai, l'action est irrecevable.</p>
	<p align="center">Chapitre III – Formalités de publicité</p>
	<p>Art. 26 <i>novies</i> - § 1^{er}. Il est tenu au greffe du tribunal de première instance un dossier pour chaque association sans but lucratif belge, dénommée dans le présent chapitre « association », ayant son siège dans l'arrondissement.</p> <p>Ce dossier contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° les statuts de l'association ; 2° les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonctions des administrateurs, des personnes déléguées à la gestion journalière, des personnes habilitées à représenter l'association et des commissaires ; 3° une copie du registre des membres; 4° les décisions relatives à la nullité ou à la dissolution de l'association, à sa liquidation et à la nomination et à la cessation de fonctions des liquidateurs, visées à l'article 23, alinéa 1^{er} ; les décisions judiciaires ne doivent être déposées au dossier que si elles sont coulées en force de chose jugée ou exécutoires par provision ; 5° les comptes annuels de l'association, établis conformément à l'article 17 ; 6° les modifications aux actes, documents et décisions visés aux 1°, 2°, 4° et 5°. 7° Le texte coordonné des statuts suite à leur modification.

	<p>En cas de modification dans la composition de l'association, une liste des membres mise à jour est déposée dans le mois de la date anniversaire du dépôt des statuts.</p> <p>Le Roi détermine les modalités de constitution du dossier et l'indemnité qui est imputée à cet effet à l'association et qui ne peut dépasser le coût réel. Il peut prévoir que les documents visés à l'alinéa 2 peuvent être déposés et reproduits sous la forme qu'il détermine. Aux conditions déterminées par le Roi, les copies font foi comme les documents originaux et peuvent leur être substituées. Le Roi peut également permettre le traitement automatisé des données du dossier qu'il détermine. Il peut autoriser la mise en relation des fichiers de données. Il en fixe, le cas échéant, les modalités.</p> <p>Toute personne peut, concernant une association déterminée, prendre connaissance gratuitement des documents déposés et en obtenir, sur demande écrite ou orale, copie intégrale ou partielle, sans autre paiement que celui des droits de greffe. Ces copies sont certifiées conformes à l'original, à moins que le demandeur ne renonce à cette formalité.</p> <p>§ 2 : Les actes, documents et décisions visés au § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, 2^o et 4^o et leurs modifications, sont publiés par extrait, aux frais des intéressés, dans les Annexes du Moniteur belge.</p> <p>L'extrait contient :</p> <p>1^o en ce qui concerne les statuts ou leur modification, les indications visées aux articles 2, alinéa 1^{er} ;</p> <p>2^o en ce qui concerne les actes relatifs à la nomination ou la cessation de fonctions des administrateurs, des personnes déléguées à la gestion journalière, des personnes habilitées à représenter l'association et des commissaires, les indications visés à l'article 9 ;</p> <p>3^o en ce qui concerne les décisions judiciaires et les décisions de l'assemblée générale des liquidateurs relatif[ve]s à la nullité ou la dissolution de l'association et à sa liquidation, l'auteur, la date et le dispositif de la décision ;</p>
--	--

	<p>4° en ce qui concerne les actes et décisions relatif[s] à la nomination et la cessation de fonctions des liquidateurs, les indications visées à l'article 23, alinéa 2 ;</p> <p>Le Roi indique les fonctionnaires qui recevront les actes, documents ou décisions et détermine la forme et les conditions du dépôt et de la publication.</p> <p>La publication doit être faite dans les trente jours du dépôt à peine de dommages-intérêts contre les fonctionnaires auxquels l'omission ou le retard serait imputable.</p> <p>§ 3. Les actes, documents et décisions dont le dépôt est prescrit par la présente loi ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour de leur dépôt ou, lorsque la publication en est également prescrite par la présente loi, à partir du jour de leur publication aux Annexes du <i>Moniteur belge</i>, sauf si l'association prouve que ces tiers en avaient antérieurement connaissance. Les tiers peuvent néanmoins se prévaloir des actes, documents et décisions dont le dépôt ou la publication n'ont pas été effectués. Pour les opérations intervenues avant le trente et unième jour qui suit celui de la publication, ces actes, documents et décisions ne sont pas opposables aux tiers qui prouvent qu'ils ont été dans l'impossibilité d'en avoir connaissance.</p> <p>En cas de discordance entre le texte déposé et celui qui est publié aux Annexes du <i>Moniteur belge</i>, ce dernier n'est pas opposable aux tiers. Ceux-ci peuvent néanmoins s'en prévaloir, à moins que l'association ne prouve qu'ils ont eu connaissance du texte déposé.</p>
	<p>TITRE II : Des fondations</p>
	<p>Art. 27.- La création d'une fondation est le résultat d'un acte juridique émanant d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales consistant à affecter un patrimoine à la réalisation d'un but désintéressé déterminé. La fondation ne peut procurer un gain matériel ni aux fondateurs, ni aux administrateurs, ni à toute autre personne sauf, dans ce dernier cas, s'il s'agit de la réalisation du but désintéressé.</p>

	<p>La fondation ne comprend ni membres ni associés.</p> <p>La fondation est, à peine de nullité, constituée par acte authentique. Elle jouit de la personnalité juridique aux conditions définies au présent titre. Le notaire doit vérifier et attester le respect des dispositions prévues par le présent titre.</p> <p>Une fondation peut être reconnue d'utilité publique lorsqu'elle tend à la réalisation d'une œuvre à caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique ou culturel.</p> <p>Les fondations reconnues d'utilité publique portent l'appellation de « fondation d'utilité publique ». Les autres fondations portent l'appellation de « fondation privée ».</p>
	<p><u>Art. 28.-</u> Les statuts d'une fondation mentionnent au moins :</p> <p>1° Les nom, prénoms, domicile, date et lieu de naissance de chaque fondateur, ou, au cas où il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social ;</p> <p>2° La dénomination de la fondation ;</p> <p>3° La désignation précise du ou des buts en vue desquels elle est constituée ainsi que les activités qu'elle se propose de mettre en œuvre pour atteindre ces buts ;</p> <p>4° L'adresse du siège de la fondation, qui doit être situé en Belgique</p> <p>5° a) Le mode de nomination, de révocation et de cessation des fonctions des administrateurs, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer ;</p> <p>b) le cas échéant, le mode de nomination, de révocation et de cessation des fonctions des personnes habilitées à représenter la fondation conformément à l'article 34, § 4, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer ;</p> <p>c) le cas échéant, le mode de nomination, de révocation et de cessation des fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière de la fondation conformément à l'article 35, l'étendue de</p>

	<p>leurs pouvoirs et la manière de les exercer ;</p> <p>d) le cas échéant, le mode de nomination des commissaires ;</p> <p>6° la destination du patrimoine de la fondation en cas de dissolution qui doit être affecté à une fin désintéressée. Toutefois, les statuts peuvent prévoir que lorsque le but désintéressé de la fondation est réalisé, le fondateur ou ses ayants-droit pourront reprendre une somme égale à la valeur des biens ou les biens mêmes que le fondateur a affecté[s] à la réalisation de ce but ;</p> <p>7° les conditions auxquelles les statuts peuvent être modifiés ;</p> <p>8° le mode de règlement des conflits d'intérêts.</p>
	<p><u>Art. 29.- § 1^{er}.</u> La personnalité juridique est acquise à la fondation privée à compter du jour où ses statuts et les actes relatifs à la nomination des administrateurs sont déposés au dossier visé à l'article 31, § 1^{er}.</p> <p>§ 2. Les statuts d'une fondation d'utilité publique sont communiqués au Ministre qui a la Justice dans ses compétences avec la demande de l'octroi de personnalité juridique et d'approbation des statuts. La personnalité juridique est acquise à la fondation d'utilité publique à la date de l'arrêté royal de reconnaissance.</p> <p>§ 3. Il pourra cependant être pris des engagements au nom de la fondation avant l'acquisition par celle-ci de la personnalité juridique. Sauf convention contraire, ceux qui prennent de tels engagements, à quelque titre que ce soit, en sont personnellement et solidairement responsables, sauf si la fondation a acquis la personnalité juridique dans les deux ans de la naissance de l'engagement et qu'elle a en outre repris cet engagement dans les six mois de l'acquisition de la personnalité juridique. Les engagements repris par la fondation sont réputés avoir été contractés par elle dès leur origine.</p>
	<p><u>Art. 30.- § 1^{er}.</u> Dans le cas d'une fondation privée, toute modification des mentions visées à l'article 28, 3° et 5° à 8°, doit être constatée par acte authentique.</p>

	<p>§ 2. Dans le cas d'une fondation d'utilité publique, toute modification des mentions visées à l'article 28, 3° et 5° à 8°, doit être approuvée par le Roi. Les autres modifications apportées aux statuts doivent être communiquées au Ministre qui a la Justice dans ses compétences ou à son délégué et être acceptées par l'un d'eux, aux conditions et dans les limites de la présente loi.</p> <p>§ 3. Lorsque le maintien des statuts sans modification aurait des conséquences que le fondateur n'a raisonnablement pas pu vouloir au moment de la création, et que les personnes habilités à les modifier négligent de le faire, le tribunal de première instance peut, à la demande d'un administrateur au moins ou à la requête du ministère public, modifier les statuts. Le tribunal de première instance veille à s'écarter le moins possible des statuts existants.</p>
	<p><u>Art. 31.- § 1^{er}</u> . Il est tenu au greffe du tribunal de première instance un dossier pour chaque fondation privée ayant son siège, ou son siège d'opérations au sens de l'article 45, dans l'arrondissement. En cas de pluralité de sièges d'opération ouverts en Belgique par une même fondation, le dépôt peut être fait au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel l'un des sièges d'opération est établi, selon le choix de la fondation. Dans ce cas, la fondation visée à l'article 45 doit indiquer dans ses actes et sa correspondance, le lieu où son dossier est tenu.</p> <p>§ 2. Il est tenu au ministère de la Justice un dossier pour chaque fondation d'utilité publique.</p> <p>§ 3. Sont déposés au dossier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les statuts et leurs modifications; - le texte coordonné des statuts suite à leur modification; - les actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation des

	<p>administrateurs et le cas échéant des personnes habilitées à représenter la fondation; ces actes précisent l'étendue des pouvoirs de ces personnes ainsi que la manière d'exercer ceux-ci ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les comptes annuels de la fondation établis conformément à l'article 37 ; - les décisions et actes relatifs à la transformation d'une fondation privée en une fondation d'utilité publique pris conformément à l'article 44; - les décisions et actes relatifs à la dissolution et à la liquidation de la fondation. <p>§ 4. Sont publiés, aux frais des intéressés, dans les annexes du <i>Moniteur belge</i>:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les statuts et leurs modifications; - les actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation des fonctions des administrateurs et le cas échéant des personnes habilitées à représenter la fondation ; - les décisions et actes relatifs à la transformation d'une fondation privée en une fondation d'utilité publique pris conformément à l'article 44 - les décisions et actes relatifs à la dissolution et à la liquidation de la fondation. <p>§ 5. Le Roi détermine les conditions et les modalités de constitution et d'accès au dossier.</p> <p>§ 6. Les actes, documents et décisions dont le dépôt est prescrit par la présente loi ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour de leur dépôt ou, lorsque la publication en est également prescrite par le présent titre, à partir du jour de leur publication aux annexes du <i>Moniteur belge</i>, sauf si la fondation prouve que ces tiers en avaient antérieurement connaissance.</p> <p>Les tiers peuvent néanmoins se prévaloir des actes, documents et décisions dont le dépôt ou la publication n'ont pas été effectués.</p>
--	---

	<p>En cas de discordance entre le texte déposé et celui qui est publié aux annexes du <i>Moniteur belge</i>, ce dernier n'est pas opposable aux tiers. Ceux-ci peuvent néanmoins s'en prévaloir, à moins que la fondation ne prouve qu'ils ont eu connaissance du texte déposé.</p>
	<p>Art. 32 - § 1^{er}. Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanant d'une fondation doivent mentionner la dénomination, précédée ou suivie immédiatement des mots «fondation privée» ou «fondation d'utilité publique » ainsi que l'adresse de son siège.</p> <p>Toute personne qui intervient pour une fondation dans un document visé à l'alinéa premier où l'une de ces mentions ne figure pas, peut être déclarée personnellement responsable de tout ou partie des engagements qui y sont pris pas la fondation.</p> <p>§ 2. Seules les fondations créées valablement conformément aux dispositions du présent titre peuvent porter le nom de « fondation d'utilité publique » ou de « fondation privée ». En cas de non-respect de cette exigence par une entité dotée ou non de la personnalité juridique, tout intéressé peut introduire une demande en changement d'appellation auprès du tribunal de première instance du ressort dans lequel ladite entité a son siège.</p>
	<p><u>Art 33.-</u> A l'exception des dons manuels, toute libéralité entre vifs ou testamentaire au profit d'une fondation doit être autorisée par le Roi. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation des libéralités dont la valeur n'excède pas 100.000 €.</p> <p>Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est adapté au premier janvier de chaque année à l'indice du prix à la consommation du mois d'octobre de l'année précédente. L'indice de départ est celui du mois d'octobre 2 001.</p>

	<p>L'adaptation du montant est effectuée conformément à la formule suivante : le nouveau montant est égal au montant de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le résultat est arrondi à la dizaine supérieure.</p> <p>Le montant adapté est publié au Moniteur belge au plus tard le 15 décembre de chaque année.</p> <p>L'autorisation ne peut en aucun cas être accordée si la fondation ne s'est pas conformée aux dispositions des articles 31 et 45.</p>
	<p><u>Art. 34</u> - § 1^{er}. La fondation est administrée par un conseil d'administration, composé de trois membres au moins, qui a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation des buts de la fondation.</p> <p>§ 2. Les membres du conseil d'administration exercent leur fonction de manière collégiale.</p> <p>Dans des cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises, si les statuts l'autorisent, par consentement des administrateurs, exprimé par écrit.</p> <p>§ 3. Le conseil d'administration peut convenir d'une répartition des tâches en son sein. Celle-ci n'est pas opposable aux tiers, même si elle est publiée.</p> <p>§ 4. Le conseil d'administration représente la fondation dans les actes judiciaires et extrajudiciaires, soit en tant que demandeur, soit en tant que défendeur. Toutefois, les statuts peuvent donner qualité à un ou plusieurs administrateurs pour représenter la fondation, soit seuls, soit conjointement. Cette clause est opposable aux tiers conformément à l'article 31, § 6. Les statuts peuvent apporter des restrictions à ce pouvoir, mais ces restrictions ne sont pas opposables aux tiers, même si elles sont publiées.</p>

	<p><u>Art. 35.</u>- La gestion journalière de la fondation, ainsi que la représentation de celle-ci en ce qui concerne cette gestion, peuvent, selon les modalités fixées par les statuts, être déléguées à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, agissant seules ou conjointement.</p> <p>Leur nomination, leur révocation et leurs attributions sont réglées par les statuts. Toutefois, les restrictions apportées à leurs pouvoirs de représentation pour les besoins de la gestion journalière sont inopposables aux tiers, même si elles sont publiées.</p> <p>La clause en vertu de laquelle la gestion journalière est déléguée à une ou plusieurs personnes agissant soit seules, soit conjointement est opposable aux tiers dans les conditions prévues par l'article 31, § 6.</p>
	<p><u>Art. 36.</u>- La fondation est responsable des fautes imputables à ses préposés ou aux organes par lesquels s'exerce sa volonté.</p> <p>Les administrateurs et les délégués à la gestion journalière ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la fondation. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et aux fautes commises dans leur gestion.</p>
	<p><u>Art. 37.</u> - § 1^{er}. Chaque année et au plus tard six mois après la date de clôture de l'exercice social, le conseil d'administration établit les comptes annuels de l'exercice social écoulé, conformément au présent article, ainsi que le budget de l'exercice suivant.</p> <p>§ 2. Les fondations tiennent une comptabilité simplifiée portant au minimum sur les mouvements des disponibilités en espèces et en comptes, selon un modèle établi par le Roi.</p> <p>§ 3. Toutefois, les fondations tiennent leur comptabilité et établissent leurs comptes annuels conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises lorsqu'elles atteignent à la clôture de l'exercice, les chiffres ci-dessous fixés pour au moins deux des trois seuils suivants :</p>

	<p>1° 5 travailleurs en moyenne annuelle exprimés en équivalents temps plein, inscrits au registre du personnel tenu conformément à l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux ;</p> <p>2° 250 000 € pour le total des recettes autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée ;</p> <p>3° 1 000 000 € pour le total du bilan.</p> <p>Le Roi adapte les obligations qui résultent, pour ces fondations, de la loi précitée du 17 juillet 1975, à ce que requièrent la nature particulière de leurs activités et leur statut légal .</p> <p>Les montants susmentionnés peuvent être adaptés par le Roi à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.</p> <p>§ 4. Les §§ 2 et 3 ne sont pas applicables aux fondations soumises, en raison de la nature des activités qu'elles exercent à titre principal, à des règles particulières, résultant d'une législation ou d'une réglementation publique relatives à la tenue de leur comptabilité et à leurs comptes annuels, pour autant qu'elles soient au moins équivalentes à celles prévues en vertu de la présente loi.</p> <p>§ 5. Les fondations sont tenues de confier à un ou plusieurs commissaires le contrôle de leur situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard de la loi et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels lorsque le nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle, dépasse 100, exprimés en équivalents temps plein, ou lorsque la fondation dépasse les chiffres ci-dessous fixés pour au moins deux des trois critères suivants :</p> <p>1° 50 travailleurs, en moyenne annuelle, exprimés en équivalents temps plein inscrits au registre du personnel tenu en vertu de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux ;</p> <p>2° 6 250 000 € pour le total des recettes, autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée ;</p> <p>3° 3 125 000 € pour le total du bilan.</p>
--	--

	<p>Les commissaires sont nommés par le conseil d'administration parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprises.</p> <p>Les montants susmentionnés peuvent être adaptés par le Roi à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.</p> <p>§ 6. Dans les trente jours de leur approbation, les comptes annuels des fondations visées au § 3, sont déposés par les administrateurs à la Banque nationale de Belgique.</p> <p>Sont déposés en même temps et conformément à l'alinéa précédent :</p> <p>1° un document contenant les nom et prénoms des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires en fonction ;</p> <p>2° le cas échéant, le rapport du commissaire.</p> <p>Le Roi détermine les modalités et conditions du dépôt des documents visés aux alinéas 1^{er} et 2, ainsi que le montant et le mode de paiement des frais de publicité. Le dépôt n'est accepté que si les dispositions arrêtées en exécution du présent alinéa sont respectées.</p> <p>Dans les quinze jours ouvrables qui suivent l'acceptation du dépôt, celui-ci fait l'objet d'une mention dans un recueil établi par la Banque nationale de Belgique sur un support et selon les modalités que le Roi détermine. Le texte de cette mention est adressé par la Banque nationale de Belgique au greffe du tribunal de première instance où est tenu de dossier de la fondation privée, prévu à l'article 31, § 3, pour y être versé.</p> <p>La Banque nationale de Belgique est chargée de délivrer copie, sous la forme déterminée par le Roi, à ceux qui en font la demande, même par correspondance, soit de l'ensemble des documents qui lui ont été transmis en application des alinéas 1^{er} et 2, soit des documents visés aux alinéas 1^{er} et 2 relatifs à des fondations privées nommément désignées et à des années déterminées qui lui ont été transmis. Le Roi détermine le montant des frais à acquitter à la Banque nationale de Belgique pour l'obtention des copies visées au présent</p>
--	--

	<p>alinéa.</p> <p>Les greffes des tribunaux obtiennent sans frais et sans retard de la Banque nationale de Belgique, copie de l'ensemble des documents visés aux alinéas 1^{er} et 2, sous la forme déterminée par le Roi.</p> <p>La Banque nationale de Belgique est habilitée à établir et à publier, selon les modalités déterminées par le Roi, des statistiques globales et anonymes relatives à tout ou partie des éléments contenus dans les documents qui lui sont transmis en application des alinéas 1^{er} et 2.</p>
	<p><u>Art. 38.</u> – Toute action intentée par une fondation n'ayant pas respecté les formalités prévues à l'article 31 est suspendue. Le juge fixe un délai endéans lequel la fondation doit satisfaire à ses obligations. Si la fondation ne satisfait pas à ses obligations dans ce délai, l'action est irrecevable.</p>
	<p><u>Art. 39.</u> – Seul le tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la fondation a son siège pourra prononcer, à la requête d'un fondateur ou d'un de ses ayants droits, d'un ou de plusieurs administrateurs ou du ministère public, la dissolution de la fondation :</p> <p>1° dont les buts ont été réalisés ;</p> <p>2° qui n'est plus en mesure de poursuivre les buts en vue desquels elle a été constituée ;</p> <p>3° qui affecte son patrimoine ou les revenus de celui-ci à des buts autres que celui en vue duquel elle a été constituée ;</p> <p>4° qui contrevient gravement à ses statuts, ou contrevient à la loi ou à l'ordre public ;</p> <p>5° qui est restée en défaut de satisfaire à l'obligation de déposer les comptes annuels conformément à l'article 31, § 3, pour trois exercices consécutifs, à moins que les comptes annuels manquants ne soient déposés avant la clôture des débats ;</p> <p>6° dont la durée vient à échéance.</p>

	<p>Même s'il rejette la demande de dissolution, le tribunal pourra prononcer l'annulation de l'acte incriminé.</p>
	<p><u>Art. 40.-</u> § 1^{er}. Le tribunal prononçant la dissolution peut soit décider la clôture immédiate de la liquidation, soit déterminer le mode de liquidation et désigner un ou plusieurs liquidateurs ; Lorsque la liquidation est terminée, le ou les liquidateurs font rapport au tribunal et lui soumettent une situation des valeurs sociales et de leur emploi ainsi que la proposition d'affectation. Le tribunal autorise l'affectation des biens dans le respect des statuts.</p> <p>Le tribunal prononce la clôture de la liquidation.</p> <p>§ 2. L'action en dissolution fondée sur l'article 39, alinéa 1^{er}, 5^o, ne peut être introduite qu'à l'expiration d'un délai de sept mois suivant la date de clôture du troisième exercice comptable.</p>
	<p><u>Art. 41.-</u> L'affectation de l'actif ne peut préjudicier aux droits des créanciers.</p> <p>L'action des créanciers est prescrite par cinq ans à partir de la publication de la décision relative à l'affectation de l'actif.</p>
	<p><u>Art. 42.-</u> Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant d'une fondation ayant fait l'objet d'une décision de dissolution doivent mentionner la dénomination de la fondation précédée ou suivie immédiatement des mots «fondation privée en liquidation» ou «fondation d'utilité publique en liquidation».</p> <p>Toute personne qui intervient pour une fondation en liquidation dans un acte visé à l'alinéa 1^{er} où cette mention ne figure pas, peut être déclarée personnellement responsable de tout ou partie des engagements qui y sont pris par la fondation.</p>

	<p><u>Art. 43.</u>- Le tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la fondation a son siège peut prononcer la révocation des administrateurs qui auront fait preuve de négligence manifeste, qui ne remplissent pas les obligations qui leur sont imposées par la loi ou par les statuts, ou qui disposent des biens de la fondation contrairement à leur destination ou pour des fins contraires aux statuts, à la loi ou à l'ordre public.</p> <p>Dans ce cas, les nouveaux administrateurs seront nommés par le tribunal en se conformant aux statuts.</p>
	<p><u>Art. 44.</u> - § 1^{er}. Par acte authentique et moyennant l'approbation du Roi, toute fondation privée peut, en se conformant aux dispositions du présent titre, se convertir en fondation d'utilité publique. Cette conversion n'entraîne aucun changement dans la personnalité juridique de la fondation.</p> <p>§ 2. A l'acte sont joints:</p> <p>1° un rapport justificatif établi par le conseil d'administration;</p> <p>2° un état résumant la situation active et passive de la fondation, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois;</p> <p>3° un rapport sur cet état indiquant notamment s'il traduit d'une manière complète, fidèle et correcte la situation de la fondation, établi par un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable inscrit au tableau des experts-comptables externes de l'Institut des experts-comptables, désigné par le conseil d'administration.</p> <p>L'acte est déposé au dossier visé à l'article 31, et publié conformément au § 4 de cette disposition.</p>
	<p><u>Art. 45.</u>- Les fondations valablement constituées à l'étranger conformément à la loi de l'Etat dont elles relèvent peuvent ouvrir en Belgique un siège d'opération. Un siège d'opération est un établissement durable sans personnalité juridique distincte dont les activités sont conformes à</p>

	<p>l'objet social de la fondation.</p> <p>Ces fondations sont tenues de se conformer à l'article 31, § 1^{er} et §§ 3 à 6.</p>
<p>25 octobre 1919 LOI accordant la personnalité civile aux associations internationales poursuivant un but philanthropique, religieux, scientifique, artistique ou pédagogique (Mon. b., 5 novembre)</p>	<p>Titre III. – Des associations internationales sans but lucratif</p>
<p><u>Art. 1^{er}.</u>- La personnification civile peut être accordée par Arrêté royal aux conditions et dans les limites de la présente loi, aux associations ouvertes aux Belges et aux étrangers, qui ont comme organe d'exécution une institution ou un comité permanent ayant son siège en Belgique [] et qui, sans esprit de lucre, poursuivent [un but philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique].</p> <p>[Les mots « dont l'administration comprend au moins un associé belge » ont été supprimés par la loi du 30 juin 2000 (M.B. du 9/8/2000)]; [Ainsi modifié par la loi du 6 décembre 1954, art. 2].</p>	<p><u>Art. 46.</u>- La personnalité juridique peut être accordée, par le Roi, aux conditions et dans les limites de la présente loi, aux associations ouvertes aux Belges et aux étrangers, qui ont leur siège social en Belgique et qui poursuivent un but non lucratif d'utilité internationale, à condition que leur but ou leurs activités ne contreviennent pas à la loi ou à l'ordre public.</p> <p>L'association internationale sans but lucratif est celle qui ne se livre pas à des opérations industrielles ou commerciales, et qui ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel.</p>
	<p><u>Art. 47.</u>- § 1^{er}. Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association internationale sans but lucratif à laquelle la personnalité juridique a été accordée doivent mentionner sa dénomination précédée ou suivie immédiatement des mots « association internationale sans but lucratif », ou du sigle « AISBL », ainsi que l'adresse de son siège social.</p> <p>§ 2. Seules les associations internationales sans but lucratif créées valablement conformément aux dispositions du présent titre ou valablement créées sous l'empire de la loi du 25 octobre 1919 accordant la personnalité civile aux associations internationales poursuivant un but philanthropique, religieux, scientifique, artistique ou pédagogique, peuvent porter le nom d' « association internationale sans but lucratif ».</p>

	<p>En cas de non-respect de cette exigence par une entité dotée ou non de la personnalité juridique, tout intéressé peut introduire une demande en changement d'appellation auprès du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel ladite entité à son siège.</p>
<p><u>Art. 2.</u> – Les statuts règlent :</p> <p>1° la dénomination de l'association;</p> <p>2° son objet ;</p> <p>3° son siège</p> <p>4° les conditions d'admission, d'exclusion ou de sortie des membres et, s'il y a lieu, des membres des diverses catégories ;</p> <p>5° les droits et les obligations des membres. Sauf dispositions spéciales des statuts, les membres ne sont tenus, du chef de leur souscription, que du montant de leur cotisation ;</p> <p>6° l'organisation de la direction de l'association et de la gestion des biens, le mode de nomination et de révocation des personnes chargées de cette direction et de cette gestion, leurs pouvoirs, la durée de leur mandat et notamment la désignation du membre ou des membres aux poursuites et diligence duquel ou desquels s'exerce le droit d'ester en justice ;</p> <p>7° le mode de liquidation des droits appartenant dans l'actif aux associés qui cessent de faire partie de l'association, soit par décès, soit autrement ;</p> <p>8° les conditions de la modification aux statuts, de la dissolution et de la liquidation de l'association</p>	<p><u>Art. 48.</u> – Les statuts doivent mentionner :</p> <p>1° la dénomination de l'association internationale sans but lucratif et l'adresse de son siège social ;</p> <p>2° la désignation précise du ou des buts en vue desquels l'association internationale sans but lucratif est constituée ainsi que les activités qu'elle se propose de mettre en œuvre pour atteindre ces buts ;</p> <p>3° les conditions et formalités d'admission et de sortie des membres et s'il y a lieu, des membres des diverses catégories ;</p> <p>4° les droits et les obligations des membres et, s'il y a lieu, des membres des diverses catégories ;</p> <p>5° les attributions, le mode de convocation et le mode de décision de l'organe général de direction de l'association internationale sans but lucratif ainsi que les conditions dans lesquelles ses résolutions sont portées à la connaissance des membres ;</p> <p>6° les attributions, le mode de convocation et le mode de décision de l'organe d'administration de l'association internationale sans but lucratif, le mode de nomination, de cessation des fonctions et la révocation des administrateurs, leur nombre minimum, la durée de leur mandat, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer, ainsi que le mode de désignation des personnes qui ont le pouvoir d'engager l'association vis-à-vis des tiers et de la représenter dans les actes ainsi que dans les actions en justice;</p> <p>7° les conditions de modification des statuts, de dissolution et de liquidation de l'association, et la destination du patrimoine de l'association internationale sans but lucratif. En cas de dissolution, celui-ci doit être affecté à une fin désintéressée.</p> <p>Ces statuts sont constatés dans un acte authentique ou sous seing privé. Dans ce dernier cas, nonobstant le prescrit de</p>

	<p>l'article 1325 du Code civil, deux originaux suffisent.</p>
	<p><u>Art. 49.</u> – L'association internationale sans but lucratif est responsable des fautes imputables à ses préposés ou aux organes par lesquels s'exerce sa volonté.</p> <p>Les administrateurs et les délégués à la gestion journalière ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association internationale sans but lucratif. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et aux fautes commises dans leur gestion.</p> <p>Les membres ne contractent en cette qualité aucune responsabilité relativement aux engagements de l'association internationale sans but lucratif.</p>
<p><u>Art. 3.</u> - Les statuts sont publiés aux annexes du « Moniteur belge ». Il en est de même des noms, prénoms, professions et domiciles des membres qui dirigent et administrent l'association. La même publication est imposée pour les modifications aux statuts et au personnel de la direction ou de l'administration. Le dixième jour après la publication, l'association jouit de la personnification civile ; les modifications aux statuts produisent leurs effets après le même délai et dans les mêmes conditions de publication.</p>	<p><u>Art. 50.</u> - § 1^{er} Les statuts sont communiqués au ministre qui a la Justice dans ses compétences avec la demande d'octroi de la personnalité juridique et d'approbation des statuts.</p> <p>La personnalité juridique est acquise à l'association internationale sans but lucratif à la date de l'arrêté royal de reconnaissance.</p> <p>§ 2. Il pourra cependant être pris des engagements au nom de l'association internationale sans but lucratif avant l'acquisition par celle-ci de la personnalité juridique. Sauf convention contraire, ceux qui prennent de tels engagements, à quelque titre que ce soit, en sont personnellement et solidairement responsables, sauf si l'association internationale sans but lucratif a acquis la personnalité juridique dans les deux ans de la naissance de l'engagement et qu'elle a en outre repris cet engagement dans les six mois de l'acquisition de la personnalité juridique. Les engagements repris par l'association internationale sans but lucratif sont réputés avoir été contractés par elle dès leur origine.</p> <p>§ 3. Toute modification des mentions requises à l'article 48, alinéa premier, 2°, doit être approuvée par le Roi. Les autres</p>

	<p>modifications apportées aux statuts doivent être communiquées au ministre qui a la Justice dans ses compétences ou à son délégué et acceptées par l'un d'eux, aux conditions et dans les limites de la présente loi, par le ministre de la Justice ou son délégué.</p>
	<p><u>Art. 51.</u>- § 1^{er}. Il est tenu au ministère de la Justice un dossier pour chaque association internationale sans but lucratif visée aux articles 46 et 58.</p> <p>§ 2. Sont déposés au dossier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les statuts et leurs modifications ; - le texte coordonné des statuts suite à leur modification ; - les actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation des fonctions des administrateurs et, le cas échéant, des personnes habilitées à représenter l'association internationale sans but lucratif ; ces actes comportent les nom, prénoms et domicile ou, lorsqu'il s'agit de personnes morales, la dénomination sociale, la forme juridique et le siège social, et mentionnent l'étendue des pouvoirs de ces personnes ainsi que la manière de les exercer ; - les décisions actant la dissolution de l'association internationale sans but lucratif et sa liquidation ; - les comptes annuels de l'association internationale sans but lucratif établis conformément à l'article 53. <p>§ 3. Sont publiés, aux frais des intéressés, dans les annexes du <i>Moniteur belge</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les statuts et leurs modifications ; - les actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation des fonctions des administrateurs et le cas échéant des personnes habilitées à représenter l'association internationale sans but lucratif ; - les décisions relatives à la dissolution de l'association internationale sans but lucratif et à sa liquidation.

	<p>§ 4. Le Roi détermine les conditions et modalités de constitution et d'accès au dossier.</p> <p>§ 5. Les actes, documents et décisions dont le dépôt est prescrit par la présente loi ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour de leur dépôt ou, lorsque la publication en est également prescrite par le présent titre, à partir du jour de leur publication aux annexes du <i>Moniteur belge</i>, sauf si l'association internationale sans but lucratif prouve que ces tiers en avaient antérieurement connaissance.</p> <p>Les tiers peuvent néanmoins se prévaloir des actes, documents et décisions dont le dépôt ou la publication n'ont pas été effectués.</p> <p>En cas de discordance entre le texte déposé et celui qui est publié aux Annexes du <i>Moniteur belge</i>, ce dernier n'est pas opposable aux tiers. Ceux-ci peuvent néanmoins s'en prévaloir, à moins que l'association internationale sans but lucratif ne prouve qu'ils ont eu connaissance du texte déposé.</p>
	<p><u>Art. 52.</u>- Toute action intentée par une association internationale sans but lucratif n'ayant pas respecté les formalités prévues à l'article 51 est suspendue. Le juge fixe un délai endéans lequel l'association internationale sans but lucratif doit satisfaire à ses obligations. Si l'association internationale sans but lucratif ne satisfait pas à ses obligations dans ce délai, l'action est irrecevable.</p>
	<p><u>Art. 53.</u>- § 1^{er}. Chaque année, l'organe d'administration établit les comptes annuels de l'exercice social écoulé conformément à la présente loi, ainsi que le budget de l'exercice suivant. L'organe général de direction approuve les comptes annuels et le budget lors de sa plus prochaine réunion.</p> <p>§ 2. Les associations internationales sans but lucratif tiennent une comptabilité simplifiée portant au minimum sur les mouvements des disponibilités en espèces et en comptes selon un modèle établi par le</p>

	<p>Roi.</p> <p>§ 3. Toutefois, les associations internationales sans but lucratif tiennent leur comptabilité et établissent leurs comptes annuels conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, lorsqu'elles atteignent à la clôture de l'exercice, les chiffres ci-dessous fixés pour au moins deux ou trois seuils suivants :</p> <p>1° 5 travailleurs en moyenne annuelle exprimés en équivalents temps plein, inscrits au registre du personnel tenu conformément à l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatifs à la tenue des documents sociaux ;</p> <p>2° 250 000 € pour le total des recettes autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée ;</p> <p>3° 1 000 000 € pour le total du bilan.</p> <p>Le Roi adapte les obligations qui résultent, pour ces associations internationales sans but lucratif, des dispositions de la loi précitée du 17 juillet 1975, à ce que requièrent la nature particulière de leurs activités et leur statut légal.</p> <p>Les montants susmentionnés peuvent être adaptés par le Roi à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.</p> <p>§ 4. Les §§ 2 et 3 ne sont pas applicables aux associations internationales sans but lucratif soumises, en raison de la nature des activités qu'elles exercent à titre principal, à des règles particulières relatives à la tenue de leur comptabilité et à leurs comptes annuels, pour autant qu'elles soient au moins équivalentes à celles prévues en vertu de la présente loi.</p> <p>§ 5. Les associations internationales sans but lucratif sont tenues de confier à un ou plusieurs commissaires le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard de la loi et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels lorsque le nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle, dépasse 100 exprimés en équivalents temps plein ou lorsque l'association internationale sans but lucratif dépasse les chiffres ci-dessous fixés pour au moins</p>
--	---

	<p>deux des trois critères suivants :</p> <p>1° 50 travailleurs, en moyenne annuelle, exprimés en équivalents temps plein inscrits au registre du personnel tenu en vertu de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux;</p> <p>2° 6 250 000 € pour le total des recettes, autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée ;</p> <p>3° 3 125 000 € pour le total du bilan.</p> <p>Les commissaires sont nommés par l'organe d'administration parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'institut des réviseurs d'entreprises.</p> <p>Les montants susmentionnés peuvent être adaptés par le Roi à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.</p>
<p><u>Art. 4.-</u> L'association ne peut posséder en propriété ou autrement que les immeubles qui sont nécessaires à son but [...] et à son administration. Elle peut être autorisée par Arrêté royal à posséder les immeubles ayant cette destination, mais qu'il lui serait impossible d'employer immédiatement à cette fin.</p> <p>Ainsi modifié par la loi du 6 décembre 1954, art. 3</p> <p>Les dispositions entre vifs ou par testament, à son profit, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil. L'arrêté qui autorise l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris, détermine, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être réalisé.</p> <p>Les libéralités sont, en attendant l'autorisation, acceptées par l'administration de l'association, vis-à-vis du donateur, lequel demeure lié jusqu'à décision.</p>	<p><u>Art. 54.-</u> A l'exception des dons manuels, toute libéralité entre vifs ou testamentaire au profit d'une association internationale sans but lucratif doit être autorisée par le Roi. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation des libéralités dont la valeur n'excède pas 100 000 €.</p> <p>Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est adapté au premier janvier de chaque année à l'indice du prix à la consommation du mois d'octobre de l'année précédente. L'indice de départ est celui du mois d'octobre 2 001.</p> <p>L'adaptation du montant est effectuée conformément à la formule suivante : le nouveau montant est égal au montant de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le résultat est arrondi à la dizaine supérieure.</p> <p>Le montant adapté est publié au Moniteur belge au plus tard le 15 décembre de chaque année.</p> <p>L'autorisation ne peut en aucun cas être accordée si l'association sans but lucratif</p>

<p>Le disposant peut stipuler, soit à son profit, soit au profit de ses héritiers ou ayants cause, le droit de reprendre, en cas de liquidation de l'association, une somme égale à la valeur des biens faisant l'objet de la libéralité ou les biens eux-mêmes.</p>	<p>ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 51.</p>
<p><u>Art. 5.-</u> La dissolution peut être prononcée, sur la demande du ministère public ou de tout intéressé, dans les quatre cas suivants : emploi des capitaux ou des revenus de l'association à un objet autre que celui pour lequel elle est formée ; insolvabilité ; absence d'administration ; poursuite d'un but contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.</p>	<p><u>Art. 55.-</u> La dissolution peut être prononcée, à la requête du ministère public ou de tout intéressé, dans les cas suivants :</p> <p>1° emploi des capitaux ou des revenus de l'association internationale sans but lucratif à un but autre que ceux en vue desquels elle a été constituée ;</p> <p>2° insolvabilité ;</p> <p>3° absence d'administration ;</p> <p>4° contravention grave aux statuts, ou contravention à la loi ou à l'ordre public.</p>
<p><u>Art. 6.-</u> Sauf disposition des statuts ou de l'assemblée statutairement désignée à cet effet, le tribunal de première instance, sur requête motivée du ministère public ou de tout intéressé, nomme les liquidateurs dont l'action est régie par les dispositions des lois belges sur les sociétés commerciales.</p>	<p><u>Art. 56.-</u> Sauf disposition contraire des statuts ou de l'organe statutairement désigné à cet effet, le tribunal de première instance, sur requête motivée du ministère public ou de tout intéressé, nomme les liquidateurs dont l'action est régie par les articles 19 et 19bis.</p>
<p><u>Art. 7.-</u> (Abrogé par le code des droits d'enregistrement)</p>	<p><u>Art. 57.-</u> Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant d'une association internationale sans but lucratif ayant fait l'objet d'une décision de dissolution doivent mentionner la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « association internationale sans but lucratif en liquidation ».</p> <p>Toute personne qui intervient pour une association internationale sans but lucratif en liquidation dans un acte visé à l'alinéa 1^{er} où cette mention ne figure pas, peut être déclarée personnellement responsable de tout ou partie des engagements qui y sont pris par l'association internationale sans but lucratif.</p>

<p><u>Art. 8.</u>- Les associations internationales qui ont un siège à l'étranger et qui sont régies par une loi étrangère, mais qui réunissent les conditions déterminées par l'article 1^{er} et qui se conforment aux articles 2 et 3, peuvent exercer en Belgique, dans les limites de l'article 4 et sans préjudice de l'ordre public, les droits qui résultent de leur statut national. Il n'est pas exigé que l'administration comprenne au moins un associé belge.</p>	<p><u>Art. 58.</u>- Les associations internationales poursuivant un but non lucratif d'utilité internationale, valablement constituées à l'étranger conformément à la loi de l'Etat dont elles relèvent, peuvent ouvrir en Belgique un siège d'opération. Un siège d'opération est un établissement durable sans personnalité juridique distincte dont les activités sont conformes au but social de l'association internationale poursuivant un but non lucratif d'utilité internationale. Ces associations internationales poursuivant un but non lucratif d'utilité internationale sont tenues de se conformer à l'article 51.</p>
<p><u>Art. 9.</u>- Le Gouvernement belge est autorisé à conclure avec les Etats étrangers des traités pour l'établissement d'un statut international des associations scientifiques internationales sur les bases de la présente loi.</p>	